# Les leçons de Donald Trump

samedi 1er mars 2025, par Denis COLLIN

***Les leçons de Donald Trump***

**En renvoyant dans les cordes Zelensky et en menaçant de couper toute aide à l'Ukraine, avec une brutalité plutôt inédite et une façon bien à lui de penser la diplomatie, le président des États-Unis donne une bonne leçon à tous les thuriféraires du prétendu « monde libre », à tous les hérauts du « cap du bien ».**

(1) Les États-Unis n'ont rien à faire de l'Europe. Au mieux, c'est un prolongement des États-Unis, elle accueille de très nombreuses bases de l'armée américaine, mais elle s'efface progressivement et « sort de l'histoire ». Au début des années 1920, Trotski considérait que l'antagonisme fondamental opposait l'Europe et l'Amérique et que les États-Unis (voir *Europe et Amérique*, textes et discours 1923-1926, disponibles sur [Trotsky : Oeuvres — Europe et Amérique Sommaire]). En voici un extrait remarquable :

Que veut le capital américain ? À quoi tend-il ? Il cherche, dit-on, la stabilité. Il veut rétablir le marché européen dans son intérêt, il veut rendre à l'Europe sa capacité d'achat. De quelle façon ? Dans quelles limites ? En effet, le capital américain ne peut vouloir se faire de l'Europe un concurrent. Il ne peut admettre que l'Angleterre et, à plus forte raison, l'Allemagne et la France, recouvrent leurs marchés mondiaux, parce que lui-même est à l'étroit, parce qu'il exporte des produits et s'exporte lui-même. Il vise à la maîtrise du monde, il veut instaurer la suprématie de l'Amérique sur notre planète. Que doit-il faire à l'égard de l'Europe ? Il doit, dit-on, la pacifier. Comment ? Sous son hégémonie. Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il doit permettre à l'Europe de se relever, mais dans des limites bien déterminées, lui accorder des secteurs déterminés, restreints, du marché mondial. Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. C'est ce à quoi il tend. Il assignera aux financiers et aux industriels européens des secteurs déterminés du marché. Il réglera leur activité. En un mot, il veut réduire l'Europe capitaliste à la portion congrue, autrement dit, lui indiquer combien de tonnes, de litres ou de kilogrammes de telle ou telle matière elle a le droit d'acheter et de vendre.

Ce diagnostic établi au lendemain de la Première Guerre mondiale a été confirmé et étendu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

(2) Les États-Unis imposent leur monnaie et font payer leurs déficits par le monde entier. Leur budget militaire est supérieur à la somme des budgets militaires des 10 pays suivants. Il y a 800 bases militaires américaines réparties dans 177 pays et occupant plus de 200000 hommes. L'économie d'armement a été le principal moteur de la puissance économique américaine depuis 1945 — voir à ce sujet les travaux de Claude Serfaty, par exemple.

Cette puissance américaine a diminué relativement, mais elle s'appuie sur un capital accumulé qui reste considérable. Ajoutons que ce sont les États-Unis et leurs entreprises qui ont su capter avec intelligence et une certaine audace les principales innovations technologiques des dernières décennies. Le micro-ordinateur fut d'abord une invention française (due à un ingénieur de la

compagnie Bull), mais les polytechniciens qui dirigeaient cette importante société jugèrent qu'il s'agissait d'un jouet pour les enfants qui n'aurait aucun avenir. C'est ainsi que Bill Gates ou Steve Jobs purent passer pour des inventeurs géniaux. On pourrait multiplier les exemples de ce type. Le « génie » américain est celui des affaires, lui permettant d'attirer ingénieurs et savants du monde entier. Musk est un bon exemple récent : il n'invente rien, mais il est un homme d'affaires habile qui utilise l'argent gagné en vendant Paypal pour faire d'autres acquisitions, profitant du soutien de l'État et en l'occurrence de la NASA pour lancer et faire fructifier SpaceX ou encore en rachetant Tesla et en commercialisant une voiture dont les ventes seront propulsées par l'Union européenne et la prime à la voiture électrique. La capitalisation de Tesla atteint ainsi le sommet avec plus de 1500 milliards de dollars, somme extravagante pour une petite entreprise automobile — à titre de comparaison la capitalisation totale du géant Toyota, premier constructeur mondial, est de 280 milliards.

Ces exemples (ceux du groupe Musk ou des GAFA) montrent que la richesse des États-Unis ne tient plus tant à la puissance de son industrie ou de son agriculture qu'à la domination du capital financier spéculatif — ce que Marx aurait appelé « capital fictif ». Quand on regarde les statistiques officielles du PIB, les États-Unis restent la première puissance mondiale devant la Chine. Si on corrige ces évaluations en dollars, en mettant en avant les parités de pouvoir d'achat, c'est la Chine qui est en tête. On peut aussi relever que le PIB est un indicateur fort douteux. Si la Chine gagne un milliard à vendre des voitures (c'est aujourd'hui le premier producteur mondial), cela ne comptera pas plus qu'un milliard d'augmentation spéculative de la capitalisation boursière de l'un des GAFA ou d'une entreprise Musk. L'effondrement de Tesla qui a perdu un tiers de sa capitalisation boursière en quelques jours est surtout la volatilisation de ce capital fictif. Au contraire, la fermeture de plusieurs usines du groupe Michelin est celle d'un capital « réel » (pour autant que le capital soit « réel »). Bref le PIB est un indicateur douteux qui survalorise la puissance réelle des États-Unis.

Au total, le géant américain est fatigué et les concurrents se pressent pour le détrôner, en premier lieu la Chine, qui non seulement est la grande puissance industrielle, mais aussi la puissance technologique et scientifique qui dame le pion aux Américains dans tous les domaines de la « High tech ». La politique de Trump se comprend si on garde en tête que, pour lui, la Russie n'est pas un rival, mais que le vrai rival, l'ennemi à abattre, c'est la Chine.

(3) Les États-Unis sont le pays du capitalisme le plus pur. Ils ne sont pas encombrés par la domination des classes aristocratiques. Ils n'ont pas à traîner un lourd passé. Ils ont tendance à régler toutes les questions selon les méthodes qui ont toujours été en vigueur dans ce pays. Hobbes soutenait que l'état de nature est celui de la guerre de chacun contre chacun. Les États-Unis ont été et restent un bon exemple de cet état de nature. À l'intérieur, ils ont utilisé sans retenue les méthodes expéditives qui sont les leurs. Les Indiens en savent quelque chose : les dirigeants américains ne respectent leur parole que tant qu'il ne leur est pas plus profitable de la trahir. À l'extérieur, ils sont pratiquement toujours en guerre contre quelqu'un. Quand un gouvernement leur déplaît, ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour le renverser. On a bien connu les coups d'État à répétition en Amérique Latine, les invasions pour ramener les récalcitrants dans le bon chemin, les guerres meurtrières comme celle du Vietnam ou les deux guerres du Golfe, les guerres par procuration, comme la guerre Irak-Iran entre 1980 et 1988 avec plus d'un million de morts et l'usage des gaz asphyxiants contre les populations civiles.

Vis-à-vis de l'Europe, ils n'ont pas eu à trop forcer (à l'exception de la Grèce avec le coup d'État des colonels et des manœuvres en Italie), les dirigeants européens faisant preuve d'une docilité à toute épreuve, longtemps justifiée par la peur du « communisme », mais poursuivie depuis, fût-ce au détriment des pays européens, comme l'Allemagne qui paye le prix fort des sanctions contre la Russie. Leur « soft power » s'est imposé complètement, depuis les accords Blum-Byrnes de 1946 jusqu'à la domination des logiciels Microsoft dans toutes les branches de l'administration. La

servilité des Européens pourrait étonner. Mais les dirigeants européens ont suivi, très souvent, des stages dans des institutions de propagande US (type « *young leaders* ») et les membres des classes instruites ou demi-instruites trouvent du dernier chic de parsemer leurs discours de mots et d'expressions de la langue des maîtres.

(4) La manière dont Trump s'en est pris à Zelensky est tout simplement l'exposition sans fard de ce qu'est le big business des États-Unis. Soyons précis : les Américains de base sont des gens comme les autres, ni meilleurs ni pires. Les pauvres y sont aussi et même plus maltraités qu'ailleurs : les chiffres de la mortalité infantile sont là pour le prouver. Il y a aussi une culture américaine, littéraire, philosophique, cinématographique, etc. qui est de grande valeur. Mais les États-Unis concentrent le pire du mode de production capitaliste, la volonté de puissance sans limites, l'ubris propre à tous ces pays qui se sont voulus les maîtres du monde. Trump le rappelle : « vous avez intérêt à être avec nous, à acheter nos voitures et nos bons du trésor et à nous laisser mener comme nous l'entendons la défense de nos intérêts, sinon il vous en cuira ! » Ce discours franc choque nos âmes sensibles. Les rédactions qui soutiennent Netanyahou se rebelleraient contre Trump ? Quand le Rwanda, dirigé par le dictateur Kagamé (réélu avec 99,18 % des voix !), soutenu par les Britanniques et les Américains, sème la terreur au Congo pour s'assurer le contrôle des ressources minières, les rédactions « à valeurs démocratiques » gardent un silence prudent. Mais là tout de même, avec l'Ukraine, Trump exagère. C'est encore une bonne leçon que donne Trump démasquant, sans le vouloir, la répugnante petite bourgeoisie intellectuelle européenne.

(5) Dernière leçon : quand on veut la guerre, on la fait soi-même. Trump trouve que trop de sang a coulé en Ukraine et il a raison. Au moins un million de morts, ça suffit. On voit ici les histrions habituels qui s'agitent, les Glucksmann et tutti quanti, les « experts en questions géostratégiques » qui vont de plateau en plateau diffuser leurs discours. Si ces gens veulent la guerre, ils n'ont qu'à mettre leurs rangers et y aller. L'armée ukrainienne a le plus grand mal à recruter. Des millions d'Ukrainiens ont fui l'Ukraine, la majorité pour la Russie, du sang neuf ferait du bien. Il faut tout de même alimenter le « hachoir à viande ».

On ne s'y trompera pas : Trump n'est pas un pacifiste. Il veut un arrangement avec la Russie pour faire avancer son agenda (et celui de Natanyahou) au Proche-Orient et pour pouvoir s'occuper de la Chine sans que la Russie ne sente obligée de rester solidaire. Il a une autre cible : les BRICS, une cible qu'il a désignée comme telle dès son élection.

Il est temps de regarder le monde tel qu'il est et il n'est pas beau ! Mais pour être réaliste, il faut rompre avec le baratin idéologique de l'européisme en faillite et lutter réellement pour la paix d'abord.

Le 1 mars 2025. Denis Collin